

## Introduction

### De l'histoire de la Grande Guerre à l'histoire du sport

#### *La « Belle Époque » de la militarisation ?*

Le 2 août 1914, une fusillade éclate dans le village frontalier de Joncherey. Des cavaliers allemands en reconnaissance rencontrent des soldats français du 44<sup>e</sup> régiment d'infanterie. Les échanges de tirs font deux victimes, le lieutenant Albert Mayer et le caporal Jules André Peugeot. Ce sont les deux premiers morts de la Grande Guerre. Instituteur né à Étupes en 1893, dans la banlieue de Sochaux, Peugeot est un ancien membre de la société de tir de Montbéliard<sup>1</sup>, où il a appris à manier le fusil Lebel avant même son passage sous les drapeaux. Selon toute vraisemblance, il obtient ainsi le brevet d'aptitude militaire, ce qui lui permet d'être promu caporal au bout de quatre mois de service<sup>2</sup>. Le destin de cet homme semble révéler toute une époque. Celle d'une Europe où les systèmes de conscription généralisés, construits par les États pendant plus d'un siècle, mettent en place les conditions de la guerre industrielle. Peugeot symbolise également, par son métier d'instituteur, une école française sur le pied de guerre, élevant maîtres et élèves dans le patriotisme. Il est enfin le symbole de ces jeunes hommes dont la vie la plus intime – loisirs adolescents, identité masculine, entrée dans la vie d'adulte – est imprégnée d'une culture militaire, composée de gestes, de discours et de représentations liées à l'armée. Le hasard de cette mort brutale met en lumière, de manière frappante, de larges structures sociales. La culture patriotique de la « Belle Époque » y apparaît en plein jour, non sans une certaine ironie tragique : les instituteurs ou les édiles, comme des somnambules<sup>3</sup>, furent nombreux, en juillet 1914, à évoquer la nécessité de défendre la patrie jusqu'au sacrifice suprême, lors des traditionnelles remises de prix récompensant les vainqueurs des concours de tir

1. Selon le témoignage d'André Péchin, né en 1915, membre de la société de tir de Montbéliard. Archives municipales de Montbéliard, 6AV133.

2. Il est incorporé le 27 novembre 1913 et promu caporal le 4 avril 1914. Archives départementales du territoire de Belfort, 1R432 558, fiche matricule.

3. Selon l'heureuse expression de CLARK Christopher M., *Les somnambules : été 1914, comment l'Europe a marché vers la guerre*, trad. Marie-Anne de Bérú, Paris, Flammarion, 2015.

ou de gymnastique. Les fusils Lebel et les carabines ne servaient encore qu'à trouer des cartons dans des stands ou sur des places de villages enjoués. Ils ne se doutaient pas que les mots allaient bientôt devenir des actes.

L'existence des « sociétés conscriptives<sup>4</sup> » semble ainsi restituer l'air du temps. Les historiens ont déjà souvent évoqué ces associations de gymnastique ou de tir, qui visent à préparer les jeunes hommes avant leur service militaire. L'émergence de ce mouvement associatif repose sur l'idée que la paix, après la guerre de 1870, ne peut être défendue que par la dissuasion : si la France est redoutable, les puissances voisines ne se lanceront pas dans une nouvelle guerre, devenue trop coûteuse. Dans cette perspective, l'éducation militaire ne doit pas se limiter au seul moment du passage sous les drapeaux. Elle doit s'adresser aussi bien aux enfants qu'aux jeunes hommes et aux hommes mûrs. L'éducation physique et le tir sont vus comme les principaux moyens de former de bons soldats et d'entretenir leur valeur militaire en dehors des casernes. Les sociétés de tir et de gymnastique apparaissent dans les années 1860, tandis que des sociétés davantage centrées sur l'instruction militaire elle-même se développent après 1880, au moment même où les systèmes de conscription se généralisent en Europe. Le terme « préparatiste » apparaît au tournant du siècle. Il est utilisé par les dirigeants du mouvement pour désigner les sociétés qui mêlent la pratique du tir, de la gymnastique, des exercices physiques et l'enseignement militaire (marches, manœuvres, topographie, équitation). Mais les pratiques conscriptives sont également en partie adoptées à l'école (gymnastique, tir scolaire, bataillons scolaires), dans des groupes parascolaires (les « œuvres postsecondaires ») et dans certains clubs de sports.

Le service universel court, tel que la loi de 1889 l'institue, amplifie le mouvement préparatiste. Il croît de façon linéaire après l'arrivée au pouvoir des républicains dans les années 1880, puis connaît une brusque extension au tournant des années 1910, en particulier après la loi des deux ans, votée en 1905. Selon de nombreux dirigeants militaires, les quelques mois de service ne sont en effet pas suffisants pour former correctement les soldats, qui passaient auparavant plusieurs années sous l'uniforme. Une pré-instruction s'avère donc nécessaire. L'idée est reprise par de nombreux parlementaires et oriente des politiques publiques spécifiques, au moins jusque dans les années 1930. En 1908, la préparation militaire est pleinement institutionnalisée, avec la création du statut de « Société agréée par le ministère de la Guerre » (abrégé « SAG » dans les documents) et la mise en place du Brevet d'aptitude militaire (BAM). Le mouvement devient alors réellement massif. Trois grandes fédérations structurent le champ préparatiste en 1914, et regroupent à elles seules plus de 5 000 associations. Ce sont l'Union des sociétés de tir de France (USTF), l'Union des sociétés de gymnastique de

---

4. Selon le terme popularisé par Pierre Arnaud, dont il sera largement question dans cet ouvrage.

France (USGF) et l'Union des sociétés de préparation militaire de France (USPMF). La fédération catholique, la Fédération gymnastique et sportive des patronages de France (FGSPF), forte de 1 500 associations, joue également un rôle important en embrassant l'objectif préparatiste, à sa manière.

Étudier les sociétés de préparation militaire durant la Troisième République permet, par un pas de côté, d'apporter une contribution à l'histoire de la Grande Guerre. L'existence de ces groupes militarisés met en évidence les ressorts de l'apprentissage par une partie de la jeunesse masculine d'une culture martiale, dans des espaces qui débordent les seules casernes. L'hypothèse d'une militarisation de la société au tournant du *xx<sup>e</sup>* siècle n'induit néanmoins pas l'idée d'une acceptation ou d'une intériorisation uniforme, par la majorité des individus, d'une culture militaire bien définie. La fréquentation de sociétés préparatistes, qui reposent sur une adhésion volontaire, pourrait servir d'indicateur quant à la diffusion d'un « consentement » au devoir militaire. Mais cette démarche pose en réalité de redoutables problèmes de méthode, qui rejoint les vifs débats qui structurent la riche historiographie de la Première Guerre mondiale. Les groupes préparatistes ne se laissent en effet pas réduire à de simples organes de propagande militariste, loin s'en faut, et il n'est pas facile de cerner les représentations des jeunes hommes qui s'y impliquent. On peut néanmoins s'interroger sur les réalités d'une culture martiale diffusée dans le cadre d'un mouvement associatif, à la fois sur le plan symbolique – discours, représentations – et sous des formes concrètes – gestes, lieux, formes de sociabilités. Ces pratiques débordent de la seule institution militaire, pour s'insinuer jusque dans des aspects plus privés de la vie quotidienne, notamment dans les loisirs. Cette culture du temps de paix fonctionne comme un répertoire, qui se trouve facilement mobilisé et qui se transforme en culture de guerre.

Les sociétés de préparation militaire ne sont pourtant pas des causes déterminantes du conflit, dans une logique de « Revanche » ou de « marche à la guerre » inéluctable. Les tirs au stand, la gymnastique des pyramides humaines et des mouvements à la barre fixe, même pratiqués par des dizaines de milliers de jeunes, s'ils n'avaient jamais existé, n'auraient pas remis en cause le succès de la mobilisation de 1914. Sans l'action de ces préparatistes, malgré l'image qu'ils avaient d'eux-mêmes, l'armée française aurait été sensiblement la même. Quel sens donner, dès lors, aux efforts déployés par ces dirigeants associatifs qui se sont démenés sur tous les plans, parfois pendant plusieurs décennies, pour transformer les adolescents en soldats, avant même leur service militaire ? Comment interpréter les efforts des jeunes hommes pour intégrer de leur plein gré ces associations ?

Cette militarisation effective, mais très limitée, apparaît dès lors comme l'un des nombreux éléments qui place une société entière en condition de se soumettre à un cadre militaire, dans lequel les individus se retrouvent

sous l'uniforme, en situation hétéronomique<sup>5</sup>, sans la possibilité de refuser de servir. C'est cette configuration qui permet la poursuite d'une guerre totale, qui aurait très bien pu, selon des circonstances différentes, ne pas advenir. Les groupements préparatistes mettent alors en évidence les voies détournées prises par cette vaste mise en condition martiale. Il s'agit souvent pour ces associations, en effet, d'attirer paradoxalement les conscrits en leur promettant un passage moins contraignant sous les drapeaux. Étudier ainsi un aspect de la militarisation de la société française, qui se déploie plus largement à l'échelle européenne, permet de mieux comprendre le déclenchement de la Première Guerre mondiale et le succès des mobilisations<sup>6</sup>.

### ***Le paradigme « conscriptif » dans l'histoire du sport***

Au-delà de l'aspect militaire, les sociétés conscriptives touchent à l'histoire de l'école et à celle de l'éducation physique, à l'histoire de l'associationnisme et des sports, à l'histoire de l'hygiénisme et de l'eugénisme, et plus largement aux bouleversements culturels et sociaux de la France du XIX<sup>e</sup> siècle. Le mouvement est en effet massif : entre 1908 et 1938, plus de 17 000 associations ont été agréées par le ministère de la Guerre, soit, en moyenne, plus de 500 associations par an. Mais les pratiques conscriptives semblent pourtant avoir été largement oubliées, malgré leur importance symbolique et leur poids dans la structuration du réseau associatif sportif. L'ampleur de cette tentative d'encadrement de la jeunesse par les activités physiques, dans un cadre républicain, tout comme l'existence de pratiques militarisées à l'école – à l'image du tir scolaire – a de quoi étonner. Les historiens connaissent pourtant bien la genèse de l'éducation physique pendant la Troisième République, marquée par le poids important des enjeux militaires. L'école des années 1880, avec ses emblématiques bataillons scolaires, a été largement étudiée. À l'autre extrémité de la période, les chantiers de jeunesse du régime de Vichy ont également fait l'objet de travaux spécifiques<sup>7</sup>. Ces deux expériences frappantes montrent la possibilité du lien entre éducation physique, instruction militaire et éducation morale et politique.

Les sociétés de tir et de gymnastique sont aussi connues. Cette connaissance se fonde en particulier sur les travaux s'intéressant aux activités physiques, qui ont notamment émergé au tournant des années 1970. L'historien Marcel Spivak a joué un rôle important. Sa monumentale

5. L'expression est empruntée à NEITZEL Sönke et WELZER Harald, *Soldats. Combattre, tuer, mourir : procès-verbaux de récits de soldats allemands*, trad. Olivier Mannoni, Paris, Gallimard, 2013, p. 468.

6. AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, *La guerre des enfants : 1914-1918*, Paris, A. Colin, 2004 ; PIGNOT Manon, *Allons enfants de la patrie : génération Grande Guerre*, Paris, Éditions du Seuil, 2012.

7. PÉCOUT Christophe, *Les chantiers de la jeunesse et la revitalisation physique et morale de la jeunesse française : 1940-1944*, Paris, France, L'Harmattan, 2007.

thèse d'État, soutenue en 1983<sup>8</sup>, trace de nombreuses pistes, en intégrant la dimension militaire. Mais ce sont les travaux de Pierre Arnaud, figure titulaire de l'histoire du sport, qui font autorité sur la question. Il s'est intéressé à la gymnastique scolaire<sup>9</sup>, en forgeant le concept de « sociétés conscriptives » pour décrire les associations de gymnastique, de tir et d'instruction militaire, en opposition aux clubs de sport. L'ouvrage collectif qu'il a dirigé par la suite, *Les athlètes de la République*, est encore cité comme référence<sup>10</sup>. Les travaux sur l'histoire du corps, sur la gymnastique, sur l'éducation physique et sur les pratiques sportives se multiplient dans les années 1980. Une seconde génération d'historiens du sport produit plusieurs dizaines de thèses, en particulier *via* des monographies sur des disciplines sportives. Les premières synthèses et les premiers ouvrages à portée générale apparaissent, tandis que le sport devient peu à peu un objet d'étude académique légitime en France, dans le mouvement plus large de renouveau de l'histoire culturelle. Depuis, de nombreux travaux sont consacrés aux activités physiques et sportives<sup>11</sup>.

Les études sur le mouvement catholique, soucieuses des sportifs, de leurs pratiques, de leurs motivations et de leur encadrement, dans la perspective d'étudier l'état de la foi et de l'Église, a aussi fourni d'importants travaux<sup>12</sup>. Les monographies sportives régionales, souvent très riches, n'ignorent généralement pas non plus l'importance des pratiques conscriptives<sup>13</sup>. Plusieurs travaux d'érudition, centrés sur une histoire locale, donnent également des aperçus sur des régions différentes, mettant en relief de forts contrastes qui obéissent à une pluralité de facteurs, sociaux, culturels ou géographiques. C'est aussi cette démarche de monographie régionale, dans la lignée des grandes thèses départementales de l'histoire labrousienne, qui sert de base à l'ouvrage collectif *Les athlètes de la République*, qui n'a trouvé de véritables prolongements que dans les travaux d'historiens anglophones<sup>14</sup>. Mais les associations les plus militarisées en apparence, sociétés de tir ou d'instruction militaire, restent peu étudiées malgré leurs liens avec les

8. SPIVAK Marcel, *Éducation physique, sport et nationalisme en France du Second Empire au Front populaire : un aspect original de la défense nationale*, thèse de doctorat, Paris 1, 1983.

9. ARNAUD Pierre, *Le sportman, l'écolier, le gymnaste. La mise en forme scolaire de la culture physique*, thèse de doctorat, université Lyon 2, 1986.

10. ARNAUD Pierre (dir.), *Les athlètes de la république. Gymnastique, sport et idéologie républicaine 1870-1914*, Paris, L'Harmattan, coll. « Espaces et temps du sport », 1987.

11. Notamment par les historiens rattachés aux facultés de Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS), regroupés depuis 1985 autour de la Société française d'histoire du sport (SFHS).

12. GREENINGER Fabien, *Sport, religion et nation : la Fédération des patronages de France d'une guerre mondiale à l'autre*, Paris, L'Harmattan, 2004.

13. Voir par exemple CARITEY Benoît, *Le mouvement sportif alsacien (1920-1940) : un espace en structuration*, thèse de doctorat, université Marc-Bloch, 1992 ; GAUGAIN Jean-Claude, *Jeux, gymnastique et sports dans le Var : 1860-1940*, Paris, L'Harmattan, 2000.

14. CHRASTIL Rachel, *Organizing for War: France, 1870-1914*, Baton Rouge, États-Unis, Louisiana State University Press, 2010.

associations sportives, tandis qu'une approche sociale fine, qui existe pour les clubs sportifs<sup>15</sup>, notamment à propos du football<sup>16</sup>, reste peu développée en ce qui concerne les sociétés préparatistes.

Un paradigme historiographique s'est de cette manière peu à peu construit, qui met l'accent sur une « double greffe gymnastique et sportive<sup>17</sup> ». L'émergence d'un sport compétitif élitiste, bourgeois, d'inspiration anglaise, est tenue pour radicalement différent d'une gymnastique populaire, militarisée, envisagée comme un outil de discipline et de propagande républicaine. Ce paradigme répond au concept « d'autonomisation » du champ sportif, développé notamment par Jacques Defrance, dans la lignée de Pierre Bourdieu, qui différencie radicalement ces deux types d'organisations en dressant une « topographie » des activités, en fonction de valeurs cardinales (le style, la santé, la force collective, la performance)<sup>18</sup>. Les sports athlétiques, qui tentent de gagner en « autonomie » par rapport aux enjeux politiques, sont considérés comme l'incarnation de la modernité. Les autres activités sont rejetées du côté de la tradition et de l'archaïsme, ce qui explique leur disparition, à moins qu'elles aient opéré une « sportivisation », en se recentrant sur la compétition et la recherche de la performance. Dans cette perspective, les pratiques conscriptives sont souvent tenues pour périphériques dans l'histoire du sport, alors qu'avant 1914, la réalité est inverse, puisqu'elles sont centrales tant du point de vue numérique que du point de vue politique et symbolique. La disproportion entre le nombre de travaux consacrés aux sociétés sportives par rapport aux sociétés préparatistes est ainsi frappante.

D'autre part, l'histoire du mouvement préparatiste repose en grande partie sur le schéma politique de la « Revanche », qui aurait été déterminante après la guerre de 1870. L'apogée de la militarisation des activités physiques se manifesterait ainsi dans les années 1880-1890, à l'époque des bataillons scolaires, puis serait irrémédiablement concurrencé par l'émergence du sport après 1900. Le mouvement préparatiste est donc rarement envisagé dans les années d'entre-deux-guerres, période durant laquelle le sport-spectacle triomphe, tandis que l'éducation physique scolaire se démilitarise, en particulier après le Front populaire et son sous-secrétaire aux loisirs, Léo Lagrange. Mais ce modèle de la « Revanche » a pourtant été

15. MOREAU Sébastien, *Les rencontres sportives. Une histoire sociale et culturelle du sport à Reims, pôle de l'espace sportif national et européen (1918-1939)*, thèse de doctorat, université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2018.

16. FONTAINE Marion, *Le Racing Club de Lens et les « Gueules Noires » : essai d'histoire sociale*, Paris, Les Indes savantes, 2010 ; SOREZ Julien, *Le football dans Paris et ses banlieues de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à 1940 : un sport devenu spectacle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

17. CLASTRES Patrick et DIETSCHY Paul, *Sport, culture et société en France : du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Hachette supérieur, 2006, p. 41.

18. DEFANCE Jacques, *L'excellence corporelle : la formation des activités physiques et sportives modernes*, Rennes, PUR, 1987, p. 142-143.

largement battu en brèche<sup>19</sup>, ce qui remet en cause ce schéma trop simplificateur. L'émergence de sociétés de gymnastique avant la guerre dès les années 1860, le maintien d'un fort réseau préparatiste au lendemain de la Grande Guerre, le regain de la préparation militaire à la fin des années 1930 ou les continuités des politiques préparatistes avec les politiques sportives du régime de Vichy sont autant d'éléments qui relativisent également ce « sens de l'histoire » du récit sportif, qui s'avère largement illusoire. Mis à part la fausse évidence de l'unité d'une période préconstruite (1870-1914), rien ne justifie, à l'examen, une telle chronologie. S'arrêter à la Première Guerre mondiale n'a guère de sens : c'est présupposer un déclin du mouvement préparatiste, suite au conflit, qui n'a pas eu lieu, ou qu'il faut du moins largement relativiser. C'est même courir le risque d'une histoire téléologique, reprenant implicitement le schéma d'une marche à la guerre inévitable, tout en abandonnant l'analyse des profondes restructurations associatives suite aux retours de guerre.

Revisiter l'histoire du sport en redonnant une place plus nuancée et plus juste aux pratiques conscriptives semble donc nécessaire. À la fois par un décalage temporel, qui relativise l'effet direct d'une chronologie politique sûrement trop mis en avant, au profit des dynamiques associatives relativement indépendantes ; mais aussi par un changement de point de vue, en ne considérant pas les pratiques conscriptives comme des pratiques périphériques à l'histoire du sport, mais bien comme le centre du champ des activités physiques avant 1914, et comme un pôle important qui perdure largement après la Guerre. Ce double pas de côté permet de prendre en compte les nombreuses formes d'hybridations entre pratiques conscriptives et pratiques sportives, y compris jusque dans les années 1930, et qui enrichit en les nuancant des modèles trop rigides.

Mais c'est aussi le moyen, plus largement, de contribuer à l'histoire de la Troisième République. S'intéresser aux sociétés de gymnastique, de tir et de préparation militaire permet d'enrichir les études sur la jeunesse, sur les pratiques de loisirs et sur leur encadrement au tournant du xx<sup>e</sup> siècle. L'histoire de l'associationnisme, phénomène pourtant central pour comprendre les reconfigurations des pratiques culturelles, ébauchée dans les années 1980 à la suite des réflexions de Maurice Agulhon sur les sociabilités, reste peu développée<sup>20</sup>, alors que l'histoire des loisirs a fait l'objet de plus amples travaux<sup>21</sup>. Par ailleurs, la place de l'école est centrale dans le mouvement préparatiste, qui gravite souvent dans l'orbite parascolaire ; mais la

19. JOLY Bertrand, « La France et la Revanche (1871-1914) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 46 (2), 1999, p. 325-347.

20. AGULHON Maurice et BODIGUEL Maryvonne (dir.), *Les associations au village*, Le Paradou, Actes Sud, 1981 ; CAMY Jean et ARNAUD Pierre (dir.), *La Naissance du mouvement sportif associatif en France. Sociabilités et formes de pratiques sportives*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1986.

21. CORBIN Alain (dir.), *L'avènement des loisirs : 1850-1960*, Paris, Flammarion, 2009.

question des œuvres postsecondaires reste peu traitée, malgré la richesse de l'histoire de l'éducation, et la question de l'enseignement militaire n'apparaît guère. Pourtant, de nombreux républicains voient dans les sociétés de gymnastique et de tir le moyen de « joindre l'école à l'armée ». Les pratiques conscriptives participent donc largement à l'émergence de l'associationnisme, et à la redéfinition des formes de sociabilités, notamment dans les campagnes. S'y intéresser permet aussi de mettre à disposition des éléments de réflexion sur les tentatives, toujours inabouties, d'encadrement des loisirs juvéniles dans un cadre militarisé. La tentation d'un tel contrôle ne semble en effet pas avoir disparu, loin s'en faut.

L'essor du mouvement préparatiste peut en effet être interprété comme une tentative d'encadrement social, voire comme une technologie de pouvoir social. C'est l'occasion de dresser un portrait culturel et social des élites républicaines, qui ambitionnent non seulement de former de bons soldats, mais également de fonder un mouvement associatif capable d'encadrer le temps libre de la jeunesse masculine, et de mettre en œuvre des « loisirs sains ». Les sociétés de gymnastique et de tir sont alors conçues comme des lieux d'entraînement physique, mais surtout comme des instruments d'éducation militaire et civique. Se dessine ainsi une histoire intellectuelle de ces radicaux typiques de la « nébuleuse réformatrice<sup>22</sup> » du tournant du siècle, qui structurent un mouvement associatif au nom d'une idéologie morale, militariste et hygiéniste. À l'inverse, quelles sont les motivations des jeunes gymnastes et des tireurs, pourquoi s'inscrivent-ils dans ces sociétés? Adhèrent-ils aux discours qui leur sont tenus? Une démarche inspirée par la sociologie est alors inévitable, pour dessiner le profil à la fois des adhérents et des dirigeants, pour analyser les logiques de leur participation, et pour analyser les fédérations et les sociétés préparatistes comme des espaces dans lesquels se déploient des stratégies sociales, individuelles et collectives.

## Une histoire de la Troisième République au ras des crampons

### *Ouvrir les portes du gymnase : l'apport des archives associatives*

Ces approches croisées nécessitent donc une analyse à plusieurs échelles. L'étude globale du mouvement au niveau national – et au niveau européen, dans une démarche de contextualisation et de comparaison – est nécessaire pour établir un tableau géographique, statistique de ce mouvement associatif, pour analyser ses évolutions et ses rapports avec le mouvement sportif. Le tableau sociographique et idéologique des dirigeants fédéraux doit aussi s'accompagner d'une analyse de la législation préparatiste. Les

22. TOPALOV Christian (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1999.

politiques mises en œuvre sont étroitement liées aux réformes du service militaire et aux évolutions techniques et stratégiques de l'armée française. Mais cette approche globale, essentiellement politique et institutionnelle, doit être complétée par des contrepoints régionaux et locaux, à l'échelle de l'association, avec une démarche de microanalyse nourrie des expériences de la *microstoria*<sup>23</sup> et de la sociohistoire<sup>24</sup>. Les parcours individuels et les pratiques, replacés dans des configurations sociales, doivent être observés grâce aux détails les plus triviaux, aux éléments matériels (objets, iconographie), seuls à mêmes de décrire et de comprendre la « modulation locale de la grande histoire<sup>25</sup> », en renonçant aux schémas trop simplificateurs. Cette attention est nécessaire pour ne pas rester prisonnier d'une vision de ministère, lointaine et souvent très déformée par rapport aux réalités concrètes. C'est aussi le seul moyen de s'approcher des motivations des pratiquants, qui, vues de loin, demeurent très énigmatiques. Faute d'adopter cette démarche, on reste condamné à écrire une histoire qui montre des associations fonctionnant comme si les adhérents n'existaient pas en tant qu'acteurs autonomes. Une étude structurelle et surplombante à l'intérêt de dégager des significations générales, mais court le risque de déduire de ce cadre des motivations individuelles que rien ne suggère empiriquement, au prix de simplifications voire de contresens.

Il faut également prendre garde aux effets de source produits par les documents administratifs, qui sont souvent, en matière associative, soit superficiels soit stéréotypés. Les renseignements préfectoraux sur les sociétés, conservés en masse dans les fonds d'archives départementaux, se résument souvent à un courrier du maire, recopié tel quel par le commissaire spécial et envoyé en l'état au préfet, sans autre forme d'enquête. De telles informations bureaucratiques, dépendantes des renseignements que les conseils d'administration des sociétés eux-mêmes ont bien voulu fournir, sont loin de donner un tableau substantiel et fiable des pratiques associatives. De la même manière, les analyses des déclarations de statuts déposés en préfecture courent le danger de prendre pour argent comptant des formalités qui n'ont guère de sens : ce sont souvent des documents-types fournis par les fédérations. L'analyse des noms des sociétés, dans le même ordre d'idée, ne permet guère de tirer des conclusions rigoureuses. On pourrait dire, à la limite, que l'association n'est qu'un mot<sup>26</sup>, tant la catégorie elle-même agglomère

23. Notamment la démarche d'envisager la « pertinence faible, et parfois nulle, des scansions construites à l'échelle macro-historique ». GINZBURG Carlo et PONI Carlo, « La micro-histoire », *Le Débat*, n° 10, n° 17, 1981, p. 133-136.

24. Notamment dans l'analyse politique et idéologique. NOIRIEL Gérard, *Introduction à la sociohistoire*, Paris, La Découverte, 2008, p. 74-79.

25. REVEL Jacques, « L'histoire au ras du sol », *Le pouvoir au village : histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 1989, p. xxii-xxxiii.

26. Pour reprendre l'expression fameuse : BOURDIEU Pierre, « La jeunesse n'est qu'un mot », *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, p. 143-154.

artificiellement un ensemble de groupes hétérogènes, que ce soit la société rurale d'une dizaine de membres, la société de tir d'un régiment territorial, l'opulent club sportif professionnel ou l'influente société de gymnastique regroupant plusieurs centaines de sociétaires sous l'égide de la bourgeoisie d'une grande ville.

L'énorme production de discours – discussions parlementaires, discours officiels, journaux, bulletins, essais, manuels – permet de brosser le portrait intellectuel d'un groupe de dirigeants préparatistes assez clairement défini. S'ils sont divisés institutionnellement et en situation de concurrence, ils tiennent tous un discours sensiblement homogène, formant une sorte de doctrine idéologique. Mais cette démarche ne semble pas la plus féconde. L'histoire intellectuelle et idéologique ne donne en effet qu'une vision très restreinte du mouvement préparatiste. Le point de vue des élites ne doit pas masquer le point de vue des pratiquants, évidemment difficile à recueillir, mais qui fait tout le prix de cet objet d'étude. L'adoption d'une méthode quasi ethnographique se montre alors nécessaire, et relativise grandement, en l'enrichissant, une première approche superficiellement fondée sur les sources imprimées directement accessibles. En parlant d'un bal de village dans les années 1960, Daniel Fabre se demandait : « que restera-t-il à l'historien futur pour connaître ce qui est, pendant ces trois jours, advenu ? Bien peu de choses : une ligne dans le budget communal, l'esquisse d'une affiche peut-être, une brève annonce sur le journal local et, en cas d'incident vraiment grave, un fait divers sanglant. Autant d'instantanés partiels qui révèlent bien peu la complexité de cette scène juvénile<sup>27</sup> ». Ainsi en est-il pour l'étude de la vie associative et de ses rites, en particulier dans les campagnes, pour lesquelles il faut se contenter de rares traces, faute d'observation directe ou de témoignages.

L'abondance des documents disponibles contraste ainsi avec la rareté des sources intéressantes. La série « M » occupe systématiquement plusieurs mètres linéaires consacrés aux associations dans chaque dépôt d'archives départementales, mais elle est composée essentiellement de documents stéréotypés et relativement pauvres, même du point de vue statistique. La faible conservation de la documentation associative, en particulier avant 1914, est une contrainte de taille, qui détermine l'existence, ou non, de fonds intéressants dans les départements qui seraient les plus représentatifs. L'essentiel de la documentation disponible est donc composé des traces de la surveillance administrative des associations, au niveau ministériel, au niveau préfectoral et au niveau municipal. C'est notamment le cas avant la loi de 1901, puisque les sociétés avaient besoin d'une autorisation administrative pour fonctionner, comme le prévoyait l'article 291 du Code

27. FABRE Daniel, « "Faire la jeunesse" au village », in Jean-Claude SCHMITT et Giovanni LEVI (dir.), *Histoire des jeunes en Occident*, Paris, Seuil, coll. « L'Univers historique », 1996, p. 51-83.

pénal de 1810, alors toujours en vigueur. Cette surveillance associative est remplacée, après 1908, par une large documentation produite pour les besoins de la procédure de l'agrément des sociétés. Les dossiers d'associations de la préfecture regroupent ainsi souvent la correspondance et les enquêtes sur la société en question, qui donnent beaucoup d'informations, mais de manière indirecte. Les échanges réguliers entre les associations et les autorités militaires ont également produit de nombreux documents, pour l'organisation du brevet d'aptitude militaire, mais surtout à propos des mouvements d'armes et de cartouches mises à disposition par l'armée. Les fonds préfectoraux, en plus de la surveillance administrative, conservent également parfois des publications préparatistes régionales (bulletins de sociétés, d'unions régionales), ainsi que, pour certains d'entre eux, les publications des services départementaux d'éducation physique éditées dans l'entre-deux-guerres.

Mais la nécessaire variation des sources et des producteurs de documentation ne semble guère possible que par l'analyse des rares fonds associatifs disponibles. Quelques fonds d'associations existent pourtant. Une vingtaine de fonds de sociétés ont été retrouvés, essentiellement dans les archives des Vosges et de la Meuse, et dans une moindre mesure aux archives de la Drôme et de la ville de Montbéliard (fonds de la société « la Gauloise » et de la société de tir). Elles donnent un accès précieux à la vie quotidienne des associations, dans leur aspect le plus concret, notamment dans les comptes rendus des conseils des assemblées générales. Les sociétés agréées doivent par exemple tenir à jour et fournir un « carnet de SAG » à leur subdivision de rattachement, dont un double doit être déposé en mairie, et qui, à ce titre, a parfois été conservé. Ces carnets constituent des sources d'informations précieuses, détaillant les finances de la société, les activités mises en place, le nombre de membres, le matériel et les infrastructures de l'association, la composition du bureau et les récompenses obtenues par la société et par les membres.

### *Du national au local, une variation de focale*

La complémentarité des approches et « les variations de focales » autour de ce mouvement associatif sont donc nécessaires, avec des analyses très localisées remises en contexte par une démarche statistique plus globale. L'aller-retour entre l'échelle nationale (évaluation statistique, géographique et sociologique du mouvement, activité des ministères et des parlementaires, réglementation, fédérations nationales), l'échelle départementale (administrations préfectorales, services départementaux d'éducation physique, fédérations régionales) et l'échelle locale (associations, témoignages et biographies individuelles) semble ainsi former un ensemble composite, seul à même de restituer toute la richesse d'un mouvement associatif.

La variation des producteurs documentaires doit aussi être une variation géographique, pour ne pas se laisser enfermer dans une particularité locale. La construction d'une évaluation statistique globale, éclairée par des exemples départementaux représentatifs, est donc nécessaire. Il ne faut pourtant pas se leurrer : l'exactitude est ici, comme souvent, un combat perdu d'avance. Cela ne tient pas seulement aux contraintes matérielles qui limitent le traitement par un seul chercheur d'une multiplicité d'exemples locaux, dont l'accumulation n'apporte de toute façon, à un certain point, qu'un intérêt limité. Les contraintes propres aux archives associatives sont beaucoup plus embarrassantes : les statistiques sont difficiles à établir et restent, dans l'ensemble, très peu fiables, ce qui tient d'une part à la gestion pré-administrative des groupes d'éducation physique, au moins jusque dans l'entre-deux-guerres, qui rendent les documents préfectoraux peu précis et peu ordonnés ; d'autre part, les seules données chiffrées disponibles sont produites par les fédérations elles-mêmes, qui gonflent systématiquement leur effectif réel pour se donner de l'importance. La volonté d'établir une estimation statistique ne doit pourtant pas être abandonnée, même si elle se rapproche davantage d'un ordre d'idée que d'un véritable recensement, sans quoi la prétention à faire une histoire sociale se réduirait à l'écriture d'une histoire des idées politiques ou des théories de l'éducation physique, détachée de toute réalité concrète empiriquement établie.

Il a donc fallu choisir certains départements pour mener l'enquête, en essayant de concilier la représentativité géographique et la richesse des fonds conservés sur place, souvent synonymes d'un mouvement associatif très développé, au risque de biaiser la vision générale. À l'inverse, les régions où le mouvement associatif en général et le mouvement préparatiste en particulier sont restés limités n'offrent pas les ressources documentaires qui permettent d'écrire une histoire autre que superficielle. Dans cette perspective, Paris et les départements très spécifiques de la région parisienne n'ont pas été retenus, à cause de leur caractère trop urbain et du surdéveloppement du mouvement associatif. La presse fédérale et sportive donne de plus, au niveau national, de nombreuses informations sur les associations parisiennes. Au contraire, les deux départements ruraux de la Drôme et de l'Ardèche, représentent des exemples moyens du point de vue associatif, avec un réseau développé ayant laissé une documentation exploitable, sans que le mouvement préparatiste ne soit généralisé. Ces exemples ont été complétés par des départements structurés autour d'une grande ville, comme le Rhône et la Loire, ainsi que la Gironde, contrepoint dans l'Ouest nécessaire pour neutraliser les effets de structure. Les départements où l'associationnisme est peu développé, notamment dans le Massif central ou dans le sud de la France n'ont pas non plus été retenus, faute de sources suffisantes à traiter. Cette absence a été compensée, autant que faire se peut, par des tentatives de pondération statistique, géographiquement différen-

ciées, et par l'apport des historiographies locales. Enfin, les départements riches en documentation ont été explorés, en essayant de garder à l'esprit les biais introduits. Ce sont en particulier les départements du Nord, avec une vie associative très intense (Nord, Pas-de-Calais) et les départements de l'Est (Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges), qui sont marqués par la présence de la frontière et par l'annexion de l'Alsace et de la Moselle en 1870.

Au niveau national, la documentation des ministères de l'Intérieur et de l'Instruction publique conservée aux Archives nationales offre une vision d'ensemble, bien que les fonds disponibles soient relativement décevants, faute d'une organisation centralisée de la préparation militaire avant 1914. De la même manière, la construction progressive d'un sous-secrétariat de l'éducation physique, ébauche jamais achevée avant la Seconde Guerre mondiale d'un véritable ministère des sports, n'a laissé que des archives partielles, victime d'un « nomadisme » ministériel<sup>28</sup>, exception faite du rattachement au cabinet de Paul Painlevé en 1926-1929 qui a laissé un fonds cohérent<sup>29</sup>. Les archives du Service historique de la Défense se sont aussi révélées relativement décevantes, puisque les documents de la direction de l'Infanterie au ministère de la Guerre constituent l'essentiel des documents concernant la préparation militaire. La gestion de la préparation militaire est en effet largement décentralisée, au niveau des corps d'armée, comme le montrent les archives du premier corps d'armée conservé à Vincennes.

De nombreuses sources imprimées viennent compléter cette documentation au niveau national. Ce sont d'abord les bulletins fédéraux des trois grandes unions préparatistes. *Le Tir national* de l'USTF a également l'avantage d'être en partie numérisé sur Gallica. Le *Gymnaste* de l'USGF se révèle plus difficile d'accès, avec une collection seulement consultable sur microfilm à la BnF. Mais c'est surtout le *Soldat de demain*, organe de l'USPMF, communément appelée « Union Chéron » du nom de son président, qui constitue une source riche et très précieuse. La collection lacunaire de la BnF a été complétée par la consultation des numéros manquants dans les archives privées de l'association qui existe encore aujourd'hui, tout comme la revue *Vers l'armée*, éditée par la fédération concurrente, présidée par Lucien Lattès, et difficile d'accès, y est également disponible pour la période d'avant 1914<sup>30</sup>. En parallèle, de nombreuses sources imprimées complètent ce corpus. Les revues généralistes (comme la *Revue des deux mondes*) ou plus spécialisées (les revues militaires en particulier, avec des publications comme *La France militaire*) donnent des compléments importants et des

28. LASSUS Marianne, *Jeunesse et sports : l'invention d'un ministère (1928-1948)*, Paris, Insep-éditions, 2017, p. 66.

29. A.N. 313AP/272-298, archives de Jean Bourguignon directeur du cabinet de l'Éducation physique, des sports et de la préparation militaire.

30. Les archives sont conservées par l'Union fédérative des sociétés d'éducation physique et de préparation militaire. Merci aux dirigeants, qui m'ont permis de consulter ces documents à l'été 2017.

points de vue différents. De nombreux ouvrages ont aussi été écrits sur la préparation militaire, par des médecins, des militaires et des hommes politiques, ainsi que toute une production de manuels largement diffusés à destination des candidats aux différents brevets. Enfin la presse constitue une source indispensable. La presse sportive, *L'Auto* en tête, reste essentielle pour s'extraitre de la seule vision des préparatistes sur eux-mêmes. On peut y lire des conceptions du sport souvent concurrentes, qui donnent une vision d'ensemble du champ des activités physiques et sportives et des critiques qui n'apparaissent qu'en creux dans la presse préparatiste.

### ***Renouveler l'histoire des pratiques conscriptives***

Cette documentation a d'abord permis d'établir une recension systématique de la législation en matière de préparation militaire – plus de 250 textes réglementaires et législatifs entre les années 1860 et 1930, sans compter les projets parlementaires inaboutis – à partir du *Journal officiel*, les bulletins officiels et les documents administratifs retrouvés dans les fonds départementaux. En parallèle, un carton très utile aux archives nationales<sup>31</sup> a permis de constituer une liste nominative des sociétés agréées de 1909 à avril 1913, soit environ 6 000 sociétés, liste complétée par la recension publiée par le ministère de la Guerre à partir de 1914<sup>32</sup>, puis par les annuaires disponibles, transposés informatiquement<sup>33</sup>. Cette importante liste de sociétés a permis un travail statistique et géographique. L'étude commence ainsi par un récit chronologique d'un point de vue politique et institutionnel, nécessaire pour faire le point sur les réalités de l'application concrète de l'idée de préparation militaire, dans le but d'écrire non seulement une histoire politique, mais aussi une histoire sociale du mouvement préparatiste, décrit statistiquement et géographiquement. Quatre époques sont distinguées : une époque de genèse du mouvement, à partir de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, en particulier avec l'élan donné par le projet républicain mis en œuvre dès les années 1880 (chapitre I). La « Belle Époque » de la préparation militaire semble l'apogée du mouvement, dans la dizaine d'années allant de 1905 à 1914, durant laquelle le phénomène préparatiste devient véritablement massif (chapitre II). La guerre constitue une épreuve pour un réseau associatif éprouvé, mais qui se reconstitue paradoxalement avec une légitimité nouvelle au lendemain du conflit, autour de pratiques reconfigurées. La fin des années 1920 semble néanmoins marquer une

31. A.N. F/7/12811, « Sociétés de préparation militaire (1909-1913) ».

32. « Liste des sociétés de préparation militaire agréées du 1<sup>er</sup> novembre 1912 au 31 décembre 1913 », *Bulletin officiel du ministère de la guerre*, 10, mars 1914, p. 388-415.

33. *Annuaire USFSA 1910*, Paris, s. n., 1910; F. DE SOLIÈRES, *Annuaire général des sociétés françaises patriotiques et militaires*, Paris, H. Charles-Lavauzelle, 1913; USPMF, *Annuaire 1913*, s. n., 1913; USEPPSM, *Annuaire du Soldat de Demain*, Paris, s. n., 1923; USTF, *Annuaire de l'USTF*, Paris, s. n., 1923; USGF, *Annuaire 1927*, Paris, s. n., 1927.

période de déclin (chapitre III). Les années 1930 marquent pourtant un regain, en particulier à la fin de la décennie, tandis que la préparation militaire s'institutionnalise toujours davantage, à la faveur des réformes militaires et de la structuration cahoteuse d'une administration de l'éducation physique. Au début de la Seconde Guerre mondiale, le mouvement préparatiste est encore massif et bien structuré (chapitre IV).

Par ailleurs, le recensement systématique de toutes les listes de membres de bureaux associatifs dans les archives explorées, a produit une base de données avec plus de 3 700 membres de bureaux d'associations et plus de 5 800 sociétaires, couvrant toute la période (avec une moitié des données datées d'avant 1900) dans plusieurs départements. Malgré des problèmes de catégorisation à cause de la diversité des producteurs et du flou des termes utilisés, ce matériau donne des éléments pour qualifier sociologiquement des profils associatifs, différenciés selon l'époque et la région, de manière relativement fiable. Enfin, le traitement des fonds associatifs a donné lieu à la production de biographies d'associations, contextualisées par des recherches annexes (géographie, histoire locale, etc.) et des éléments de biographies individuelles des membres de ces sociétés. Une deuxième partie est donc davantage centrée sur les associations de préparation militaire elles-mêmes, avec la volonté d'en écrire une histoire sociale « au ras des crampons », dans une démarche inspirée de l'ethnographie. Il s'agit autant de s'intéresser aux pratiques elles-mêmes qu'aux sociétaires, qu'ils soient dirigeants ou simples pratiquants. Ces associations sont d'abord analysées comme des lieux de loisirs, qui organisent des pratiques récréatives, des rituels festifs et compétitifs, et qui font apparaître des formes de sociabilités propres (chapitre V). L'attention aux pratiques montre les liens entre le mouvement préparatiste et le champ sportif, en relativisant la distinction nette entre sociétés sportives et sociétés préparatistes : les hybridations entre ces deux pôles semblent même être la norme pendant longtemps. C'est l'occasion d'une discussion plus théorique sur la catégorie « conscriptive » (chapitre VI). Des éléments de sociologie du mouvement sont ensuite proposés. L'étude des dirigeants est centrée sur la notion d'évergétisme, tandis que l'analyse des données sur la composition de ces groupes permet d'évoquer leur profil de recrutement, avec la double question de la présence des catégories populaires et du caractère rural du mouvement préparatiste (chapitre VII). L'omniprésence des instituteurs dans les associations rend incontournable l'interrogation sur les liens entre l'école et la préparation militaire et, plus généralement, sur la place du monde scolaire et parascolaire dans l'essor associatif (chapitre VIII).

Les analyses de l'idéologie reposent sur le dépouillement exhaustif et attentif du *Soldat de demain*, ce qui a conduit à des recherches plus poussées sur certains des rédacteurs réguliers de la revue (Adolphe Chéron au premier chef, Rémy Roure, Albert Surier, Henri Diffre, le colonel Lebaud). Cette

analyse des positions d'une revue sur une trentaine d'années a été complétée par l'analyse du reste du corpus imprimé, telle la presse sportive ou les autres publications préparatistes. La troisième partie se veut donc plus interprétative, en mettant en relation les pratiques et les discours, pour s'interroger sur l'idéologie et les objectifs des dirigeants préparatistes. Cette analyse fait apparaître une doctrine cohérente. Le pacifisme paradoxal de la dissuasion, l'hygiénisme de la « race » puis l'eugénisme semblent constituer les traits principaux de cette idéologie, qui se durcit dans l'entre-deux-guerres (chapitre ix). L'objectif de contrôle social des loisirs juvéniles est ensuite étudié, en s'appuyant notamment sur les concepts élaborés par Michel Foucault. La tentative d'encadrement moraliste des loisirs des adolescents, dans une perspective d'éducation militarisée, apparaît en effet comme une véritable « pastorale », menée par les républicains et les catholiques, qui développent des techniques spécifiques dans le cadre de cette compétition. Ces technologies de pouvoir s'avèrent néanmoins partiellement inefficaces, avec une jeunesse qui se montre indisciplinée et transgressive (chapitre x). Enfin, la dimension militaire des sociétés préparatistes est analysée, en s'inscrivant dans l'historiographie de la Première Guerre mondiale. Le mouvement préparatiste diffuse un habitus martial, une culture militaire, marquée par le « culte du drapeau » et l'idée de sacrifice, qui sert de répertoire pour le développement des cultures de guerre. La réception de cette culture par les jeunes adhérents est néanmoins plus ambiguë qu'il n'y paraît au premier abord, avec une palette d'attitudes allant de l'adhésion à l'acceptation par calcul. Cette culture militaire diffusée par les préparatistes est enfin mise en perspective par une ébauche de comparaison avec des types semblables d'éducation physique mis en place dans plusieurs pays, dont l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie : le mouvement semble développé à l'échelle européenne, malgré des modalités différentes selon les pays, ce qui dessine l'image d'une vaste militarisation dont les activités physiques sont un des éléments centraux (chapitre xi).